Calculs sur la circulation Relativement aux impots à l'augmentation du Prix des denrées et à la diminution du Taux de l'interet de l'argent

Par Mr Borquart de Coubron

1787

CALCULS
SUR
LA CIRCULATION,
RELATIVEMENT
AUX IMPÔTS,
A L'AUGMENTATION
DU PRIX DES DENRÉES,
ET A LA DIMINUTION
DU TAUX DE L'INTÉRÊT DE L'ARGENT.

Par M. HOCQUART DE COUBRON.

A LONDRES:

De l'Imprimerie de T. Spilsbury, Snow-hill.

Se trouve chez T. PAYNE & Fils, *Mews-Gate*; P. ELMSLEY, *Strand*; & T. HOOKHAM, *New Bond-street*.

1787.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

CETTE production, fruit des loisirs d'un citoyen ami des hommes, & digne de les éclairer, a vu le jour chez un Peuple raisonneur & politique : elle méritoit de lui appartenir ; & je ne doute pas qu'elle n'y soit accueillie favorablement. L'Auteur y marche de démonstrations en démonstrations, sans que la profondeur de sa logique leur fasse rien perdre de leur précision & de leur netteté. Ce dernier mérite ne sera pas senti de tous les Lecteurs, parce que la matière de ces réflexions est abstraite, & que cette qualité, qui appartient au fonds d'un ouvrage, peut-se confondre avec l'obscurité qui tient toujours à sa forme. Quant à la précision, on en jugera sur le nombre des pages, & sur la nature des discussions : si le sujet est traité complettement, on conviendra qu'il ne pouvoit l'être en moins de mots ; c'est un livre important renfermé dans les bornes d'un *pamphlet*. Ce laconisme a son prix aux yeux des Lecteurs qui n'ont point de tems à perdre, & qui aiment à penser à chaque ligne. C'est pour eux en

général, que l'Auteur paroît avoir fait ſon ouvrage; mais c'eſt aux penſeurs Hommes d'État qu'il l'adreſſe en particulier. Puiſſent-ils étudier, approfondir, & réaliſer les principes de ce nouveau Syſtême d'Économie Politique; & je me glorifierai d'en avoir dirigé l'impreſſion; & le titre d'Éditeur ſera le plus cher de mes titres!





INTRODUCTION.

C'EST la circulation qui vivifie & féconde toutes les branches de l'administration politique.

Cette circulation dépend essentiellement d'une certaine quantité de productions, & d'industrie, dont l'action est entretenue par le signe représentatif universel, qui est l'argent. Les besoins réciproques donnent l'impulsion à ces différens agens, qui gravitant, pour ainsi dire, les uns vers les autres, & s'attirant, semblent chercher entr'eux l'équilibre, par la même loi que celle qui le donne à toute la nature.

Ce sont les principes de cette action & réaction mutuelle qu'il est important d'approfondir, pour ne pas troubler la proportion, dont dépend un ordre qui ne peut cesser, que par l'anéantissement ou le renversement du corps politique. Jusqu'à cet instant, cet ordre est plus impérieux que toutes les loix qui voudroient l'asservir.

C'est lui qui force à balancer, par une plus grande quantité réelle ou fictive d'argent, tous

les désordres causés par les impôts, ou par l'accroissement du prix des productions naturelles; c'est lui qui, par un intérêt plus ou moins fort, finit par distribuer au propriétaire de l'argent un salaire toujours égal & proportionné à l'utilité dont il a été; c'est lui qui rend illusoires les ressources que l'on cherche dans les impôts mal combinés, ou dont la charge est trop pesante. Mais tandis que les proportions nécessaires essuient toutes les chocs qui les rétablissent, un État souffre, & ne profite pas: il est donc utile de tâcher de les prévenir; & j'ai cru possible de déterminer en quoi consiste cet équilibre, & comment il s'entretient.

J'ai été conduit à ce travail par la lecture de la traduction Françoise d'un ouvrage Anglois, qui ne m'a pas paru d'accord avec les vérités qu'il renferme, & dont il étoit nécessaire de tirer les véritables conséquences. Je dois prévenir que ce n'est point la critique du livre de M. Craufurd que j'ai entreprise; mais je présente seulement un calcul auquel son systême a donné lieu.





CALCULS

SUR LA CIRCULATION,

Relativement aux IMPÔTS, &c.

LE ſyſtême de M. Craufurd embraſſe le grand enſemble de l'économie politique ; il ſuppoſe une réflexion profonde ſur la formation du revenu de toute une nation, & ſur ſes dépenſes.

Ce revenu ne paroît d'abord conſiſter que dans la valeur des productions du ſol, & dans celle du travail : mais en examinant les ſignes repréſentatifs de toutes ces valeurs, M. Craufurd les a définis *des agens mercénaires auxquels un ſalaire eſt dû.* De ce moment, une nouvelle nature de revenu s'eſt offerte à lui, c'eſt-à-dire celui de l'intérêt de l'argent.

Conſidérant enſuite que la valeur des productions d'induſtrie ſe compoſe du prix des

matières premières, & de celui des salaires dus aux ouvriers, & aux agens mercénaires qui ont représenté les productions naturelles & le travail, M. Craufurd paroît avoir reconnu que la consommation des objets manufacturés n'étoit en soi qu'un partage proportionnel dans une production, à laquelle chacun avoit contribué : de manière que ce partage est la solde du revenu du propriétaire des productions, du capitaliste, & de l'ouvrier ; puisque tout ce qui compose le prix des objets manufacturés, n'est que productions, salaires, ou intérêts.

Il y a deux conséquences qui dérivent de cette réflexion : la première, c'est que le prix des objets manufacturés doit être égal à la somme des revenus d'une nation, déduction faite de l'estimation des productions naturelles consommées par les propriétaires ; la seconde, c'est que la solde de tous les salaires, & même des productions du sol non consommées par les propriétaires, ne s'opère réellement qu'avec des productions d'industrie ; de sorte que les signes représentatifs ne sont dans la circulation qu'un nantissement de cette solde.

Comme ce nantissement donne à celui qui le fournit le droit d'exiger un revenu, c'est-à-dire

le droit de partager dans les objets d'induſtrie; l'intérêt eſt, pour ainſi dire, un impôt que l'introduction du ſigne repréſentatif a mis ſur les productions du ſol & ſur le travail.

L'augmentation naturelle du prix des productions du ſol néceſſite l'emploi d'une plus grande quantité de numéraire: elle ne change rien alors à la condition du propriétaire; mais elle fait perdre aux capitaliſtes l'intérêt entier du numéraire qui eſt entré de plus dans la circulation.

Mais ſi l'augmentation du prix des productions eſt cauſée par les taxes; le propriétaire, malgré l'augmentation du prix de ſes productions, porte toute la charge des taxes, & le capitaliſte eſt dans le même état, que ſi l'augmentation des productions eût été naturelle.

C'eſt principalement le plus grand nombre des ſignes repréſentatifs abſorbés par l'augmentation ſucceſſive de la valeur que les impôts & l'intérêt de l'argent font prendre à la marchandiſe dans la circulation, qui a fixé l'attention de M. Craufurd. Il a appellé le numéraire que les impôts & l'intérêt demandent, des ſignes qui ſont dans un état négatif; & j'avoue

avec lui, que c'eſt ſur ce numéraire inutile à la circulation, qu'il eſt néceſſaire que l'Adminiſtration porte ſes regards.

Il exiſte trois moyens de diminuer la quantité des ſignes qui ſont dans un état négatif, ſavoir: diminution dans le prix des productions du ſol; diminution dans le taux de l'intérêt; diminution dans les impôts. M. Crauſurd les adopte tous trois.

Il n'y a que la ſuppreſſion des impôts aſſis ſur les denrées de première néceſſité qui puiſſe réellement faire diminuer le prix des productions, encore cette opinion eſt-elle conteſtée; mais M. Crauſurd penſe que c'eſt ſur cette eſpèce de denrées que l'impôt doit porter. Ainſi la ſuppreſſion d'impôt qu'il propoſe n'occaſionnera pas la diminution du prix des productions; mais, ſelon lui, la diminution d'intérêt règle eſſentiellement le prix de toutes choſes: d'où il conclut que la baiſſe de l'intérêt fera baiſſer le prix des productions du ſol.

Cette propoſition eſt abſolument contraire à l'opinion de pluſieurs auteurs éclairés, qui ont prétendu que la baiſſe de l'intérêt faiſoit hauſſer le prix des productions. Quelques autres ont

à la vérité soutenu que la baisse de l'intérêt ne devoit point causer d'augmentation de prix, & que la concurrence s'y opposeroit ; mais comme on n'a pas soumis au calcul l'effet de la baisse de l'intérêt sur la circulation, ces questions sont encore indécises : il en seroit de même de l'opinion de M. Craufurd.

J'ai donc cru nécessaire de fixer, par un calcul proportionnel, quelle quantité de signes représentatifs seroit retirée de la circulation, par la seule diminution du prix des productions ; quelle quantité par la seule baisse de l'intérêt, & enfin quelle quantité par la diminution du prix des productions & du taux de l'intérêt.

Il sera alors facile de juger si la circulation peut se soutenir, sans que la baisse de l'intérêt n'amène avec elle la hausse du prix des productions ; & dans ce cas on verra si cette opération nécessite plus ou moins de signes représentatifs. J'ai tâché de déterminer dans tous les cas, la position du propriétaire du sol, de l'ouvrier, & du capitaliste.

Après avoir indiqué des moyens pour retirer de la circulation, des fonds qui y sont dans un état négatif, M. Craufurd propose de substituer

des emprunts aux taxes qui auroient été ſupprimées : ces emprunts ſeroient inremboursables. Il ſoutient que la diminution dans le prix des dépenſes publiques ſeroit équivalente à l'intérêt de ces emprunts, parce que l'accroiſſement de l'induſtrie donneroit ouverture à une augmentation dans le revenu des taxes ſubſiſtantes. Cette propoſition, vraie à pluſieurs égards, m'a engagé à conſidérer ce que chaque nature d'impôt exigeoit de ſignes repréſentatifs, & quelle étoit, dans tous les cas, la poſition du contribuable. Cet examen conduit naturellement à décider quelle nature d'impôt eſt préférable.

Quant à la portion des taxes que M. Craufurd laiſſeroit ſubſiſter, il y a une obſervation à faire. Eſt-ce la ſuppreſſion de quelques taxes particulières, eſt-ce au contraire une diminution proportionnelle ſur chaque eſpèce de taxes, qu'il deſire ? Si c'eſt ſeulement la ſuppreſſion de quelques taxes, il arrivera que la proportion entre l'impôt & la marchandiſe ſera dérangée ; car ſi la valeur de la marchandiſe eſt inférieure à ce qu'elle eſt, les tarifs doivent auſſi changer.

Quant à la condition qu'il impoſe, de rendre les emprunts inremboursables, à moins d'une

réduction d'intérêt; je conteste l'utilité de ce principe, en ce que les emprunts publics n'étant que le dépôt de l'épargne des citoyens, chacun doit user de son épargne à volonté; & parce qu'il est nécessaire de faciliter ces déplacemens, qui sont le plus grand agent de la circulation, en facilitant les entreprises.

J'admets cependant que les emprunts peuvent être utilement substitués aux taxes; je soutiens même que des emprunts à terme sont indispensables, toutes les fois que l'État a un excédent de revenu: car, d'une part, si l'État thésaurise, c'est de l'argent retiré de la circulation; & s'il emprunte à terme, le gage qu'il assigne deviendra, en cas de guerre, une ressource assurée pour le Gouvernement: d'une autre part, les emprunts n'étant que le placement de l'épargne des citoyens, donnent un emploi à un argent qui sans cela seroit stagnant. Alors l'augmentation des denrées surviendroit nécessairement; & je crois à cet égard que l'opinion générale que l'on a sur les emprunts, tient à ce qu'ils ont été fréquemment les avant-coureurs de nouveaux impôts. Je n'en dirai pas davantage sur cet article, parce que je n'ai pour but que d'examiner la manière dont M. Craufurd veut retirer de la circulation, des fonds qui *y sont*

dans un état négatif. J'ai indiqué la marche que je ſuivrai; mais comme dans des matières auſſi abſtraites, la choſe principale eſt d'être parfaitement d'accord ſur le point que l'on diſcute, je crois devoir citer en entier les paſſages du livre de M. Craufurd dans leſquels ſon ſyſtême m'a paru poſitivement établi.

Page 27.

" L'homme donc, par ſon induſtrie, aug-
" mente & modifie toutes les productions, les
" convertiſſant ſucceſſivement en rente & en
" capital."

Page 29.

" Les monnoies, conſidérées comme ſignes
" repréſentatifs, ſont des agens mercénaires
" auxquels un ſalaire eſt légitimement dû; ce
" ſalaire eſt ce qu'on appelle intérêt."

Page 36.

" Les taxes ſont un droit naturel attribué à
" ceux qui gouvernent, en retour du ſoin qu'ils
" prennent de défendre ceux qui ſont gouver-
" nés; & dans l'origine, les taxes ont dû être
" perçues en nature."

Page 66.

" Quand les taxes furent perçues en nature,
" elles n'eurent aucune ſuite dangereuſe; ce

« qui fut pris d'un individu, fut donné à un
« autre."

Page 72.

" J'ai reconnu que les taxes étoient utiles,
" même néceſſaires; mais j'ai avoué en même
" tems, qu'elles renfermoient en elles un poiſon
" qui s'étend & ſe communique à meſure
" qu'elles ſont accumulées. La ſource d'où
" découle ce poiſon, ſe reporte à l'époque où
" les taxes furent perçues en argent, parce que
" dès-lors il ſe fit une circulation forcée. Le
" Gouvernement, à cette époque, gréva chaque
" production d'un prix au-deſſus de ſa valeur
" intrinsèque... Par cette opération l'Adminiſ-
" tration, au lieu de recevoir un boiſſeau de
" froment ſur dix de récolte, demanda, je le
" ſuppoſe, un dixième des ſignes repréſentatifs
" auxquels un boiſſeau de froment étoit évalué,
" & fit circuler la valeur repréſentative de cha-
" que boiſſeau à travers les canaux de l'in-
" duſtrie & du commerce, avec ce dixième
" en ſus."

Page 63.

" On me demandera comment une taxe peut
" vicier la circulation de l'argent? Je réponds,
" qu'une taxe augmente le prix naturel de cha-

" que objet, & détruit en même tems le pou-
" voir de reproduction dans les signes repré-
" sentatifs qu'elle absorbe: dans ce désordre
" général, la taxe ajoute intérêt sur intérêt,
" mal sur mal."

Page 110.

" Le vrai moyen de régénérer la qualité
" reproductive de l'argent, est de détourner la
" cause qui en suspend les fonctions : pour cet
" effet, il faut *tirer de leur état négatif* la plus
" grande quantité possible de signes représen-
" tatifs."

Page 56.

" L'emprunt, consacré à exciter l'industrie,
" donne plus de revenu que l'argent ne produit
" d'intérêt."

Page 57.

" L'argent obtenu par les emprunts se dis-
" perse; il crée à la fois, & de nouveaux
" revenus, & de nouveaux capitaux."

Page 80.

" Les suites fâcheuses d'une circulation forcée
" peuvent être considérablement atténuées, en
" substituant aujourd'hui l'emprunt à quelques-
" unes des taxes existantes."

Page 81.

" D'un côté la ſuppreſſion d'une partie des
" taxes exiſtantes doit augmenter l'induſtrie, &
" de l'autre doit diminuer les dépenſes publi-
" ques.

" Les progrès de l'induſtrie accroîtront le
" revenu des taxes que l'on aura laiſſé ſubſiſter;
" ce plus grand produit équivaudra avec le
" tems au produit des taxes ſupprimées."

Page 14.

" C'eſt une erreur de penſer, qu'en met-
" tant ſeulement le luxe à contribution, on en
" obtiendra une reſſource équivalente aux taxes
" que ſupportent les objets de première né-
" ceſſité."

Page 71.

" La réduction de l'intérêt des créances pu-
" bliques ne peut être regardée que comme une
" convention avantageuſe fondée ſur la baiſſe
" de l'intérêt, & ſur la faculté que ſe réſerve le
" Gouvernement de racheter les annuités per-
" pétuelles.

" Le ſyſtême que je propoſe peut rendre les
" fonds publics promptement ſuſceptibles d'une
" réduction avantageuſe.

" Je *hauſſerois l'intérêt des fonds portant au-*
" *jourd'hui 3 pour cent :* je diminuerois leur
" capital, & par des opérations ſucceſſives &

“ combinées, cet intérêt, devenu plus fort, se
“ trouveroit facilement réduit à son tour d'une
“ manière profitable à l'état, sans que les capi-
“ talistes eussent à s'en plaindre.”

Page 25.

“ Le revenu de l'industrie est toujours dépen-
“ dant de l'intérêt de l'argent. Tel est aussi
“ celui des richesses naturelles, & des pro-
“ ductions du sol.

“ L'intérêt de l'argent & les taxes . . . .
“ règlent essentiellement le prix des choses.”

Page 93.

“ C'est une opinion commune, que l'abon-
“ dance des métaux a fait & fera toujours
“ hausser le prix de toutes les denrées. Cet
“ argument spécieux porte sur ce qu'on ne
“ suppose qu'une quantité limitée d'argent &
“ de productions.”

Telles sont les principales bases du systême de M. Craufurd, qui, comme on l'a vu, se réduit à tâcher de retirer de la circulation l'argent qui s'y trouve dans un état négatif, pour qu'il puisse être plus utilement employé : il s'agit d'examiner la bonté des moyens qu'il a proposés.

IDÉE DE LA CIRCULATION.

IL eſt impoſſible de déterminer, d'une manière poſitive, comment s'opèrent toutes les eſpèces de circulation ; mais il y a des points certains qui peuvent ſervir de baſe pour calculer les effets de diverſes opérations.

Comme le travail & l'induſtrie procurent à tous les individus les objets de première néceſſité, & même de commodité & de luxe, on peut arbitrer la population, & la dépenſe moyenne & journalière de chaque individu pour fournir aux uns leur ſubſiſtence, aux autres non-ſeulement le néceſſaire, mais encore des commodités, & des jouiſſances.

Si, par exemple, on ſuppoſe 24 millions d'hommes dépenſant 20 ſols par jour en productions naturelles ou d'induſtrie, cela donne 8 milliards 760 millions par année.

Il eſt indifférent, pour l'uſage que je vais faire de cette eſtimation, de la porter plus ou moins haut : j'obſerverai cependant, qu'on la

trouvera beaucoup au-deſſous de ce qu'elle doit être, ſi l'on fait attention aux raiſons ſur leſquelles elle eſt appuyée. En effet un journalier, outre ſon pain, doit avoir ſon logement, ſon vêtement, & quelques autres néceſſités.

Les rapports reſpectifs des valeurs des objets que la loi ordonnoit de fournir à chaque eſclave, du tems des Romains, portent l'évaluation de ce qu'il conſommoit par an, à la valeur de huit ſétiers $\frac{2}{3}$ de blé. Voyez Paucton, Traité des meſures.

L'ordonnance du Roi Jean du 13 Février 1350, accorde 18 livres de blé par jour au batteur en grange : ce ſont des journées d'hyver.

On trouve, à la ſuite de la coutume de Bourgogne, qu'un jour de corvée eſt eſtimé 20 livres de blé pour un homme, & 12 livres pour une femme. Cette évaluation donne, pour le prix de 276 jours de travail, 36 ſétiers $\frac{4}{5}$ pour un ménage. Chaque ménage évalué à quatre individus, cela donne plus de neuf ſétiers de blé par perſonne, c'eſt-à-dire plus que la dépenſe d'un eſclave Romain, que je prends pour baſe. Or huit ſétiers $\frac{2}{3}$ de blé à 24, donnent par jour 11 ſols 4 deniers, pour

satisfaire le plus étroit nécessaire ; donc, quelque division que l'on fasse des différentes classes d'hommes, si le journalier doit dépenser 11 sols 4 deniers, l'estimation moyenne de 20 sols par jour ne peut être contestée.

Cette dépense de 20 sols par jour, présente 'emploi d'un revenu qui surpasse la valeur des roductions du sol. Il faut donc qu'il y aît une autre sorte de productions qui emploient la totalité des 20 sols, & une autre sorte de revenus que celui des productions du sol : c'est cette espèce de création de productions, & de revenus, que j'appellerai *circulation productive*.

Chaque individu n'a pas un revenu de 20 sols par jour ; il faut donc qu'il y aît une distribution de ceux qui ont été créés : j'appellerai cette distribution *circulation distributive*, ou plus exactement, circulation de dépense.

La circulation de dépense est incalculable, mais l'autre peut se calculer. Il suffit de déterminer, & la dépense moyenne de chaque individu, & la valeur des productions naturelles ; alors toute la dépense qui excédera cette dernière valeur, sera l'emploi du revenu créé par la circulation. Ce revenu exige un fond : ce

fond & ce revenu ſont créés par l'emploi journalier d'une portion des productions naturelles, auxquelles il faut joindre le ſalaire des ouvriers, & l'intérêt des avances.

Il faut donc ſuppoſer les productions de la terre diviſées en 365 parties, ayant chacune une révolution qui produit 24 millions ; ou, ce qui revient au même, on peut accorder que la 365me partie des productions naturelles crée dans un jour un revenu de 24 millions, & que le même travail, & les mêmes avances le créeront le lendemain.

Quoiqu'il y aît des préparations qui demandent plus d'un an, cependant il faut concevoir que chaque année conſomme la totalité des productions naturelles & induſtrielles. Ainſi, pour donner une idée de la circulation de production, on peut imaginer une roue, ayant 365 dents également eſpacées, en tournant ſur un pivot. Imaginez enſuite que chaque dent marque le cercle concentrique qu'elle parcourt, de manière que tous les points qui commencent chaque cercle puiſſent être traverſés par le même rayon : ſuppoſez encore qu'auſſi-tôt qu'un cercle eſt formé il ſe détache ; il eſt certain qu'il y aura toujours 364 portions de cercle qui ſeront

ſenſibles.

ſenſibles. Telle eſt à-peu-près l'image de la circulation. Les portions de cercle ſenſibles repréſentent les fonds de la circulation ; & le cercle qui ſe détache, repréſente la dépenſe journalière, ou le produit de la circulation.

La cherté, ou le bas prix des productions naturelles, du ſalaire, & de l'intérêt des avances, doit occaſionner des différences dans la quantité des fonds, & dans celle des produits ; & cette différence peut être calculée dans ſes effets, en convenant d'un premier calcul, & en obſervant que l'effet ſera rétroactif, & qu'il s'étendra auſſi long-tems qu'il le faudra pour parcourir toutes les branches de la circulation.

ÉLÉMENS DES CALCULS

Concernant la CIRCULATION.

IL faut établir les données du calcul qui doit faire connoître les fonds & le produit de la circulation.

Convenons de la dépouille totale de toutes les productions du ſol : je l'arbitrerai, ſi l'on

veut, à 2 milliards 190 millions, parce que la 365me partie eſt 6 millions(*) : il doit y avoir par jour 24 millions de dépenſe.

En n'admettant que deux claſſes d'individus, ſavoir des propriétaires de terres, & des ouvriers ayant le numéraire ſuffiſant, on pourroit généralement dire, que toute la circulation eſt établie ſur l'emploi journalier de 6 millions de productions, dont partie conſiſte en matières premières, & partie en denrées, qui ſervent aux artiſans dont l'ouvrage acquiert une valeur de 24 millions.

Ce prix des objets manufacturés n'eſt que la cumulation des nourritures, gains & intérêts des avances. Cette propoſition eſt vraie, puiſque, ſelon M. Craufurd, la taxe ajoute *intérêt ſur intérêt, & mal ſur mal*, page 63.

Or, puiſque l'on veut que le *revenu de l'induſtrie ſoit toujours dépendant* de l'intérêt de l'argent, & qu'il ſoit toujours dans la même proportion, on peut confondre le revenu de

(*) Cette eſtimation eſt priſe d'après le produit d'un vingtième, en ne ſuppoſant le revenu net qu'au cinquième de la dépouille totale.

l'un & de l'autre, ſous la dénomination générale d'intérêt, & dire : combien faut-il que 6 millions ſoient prêtés de fois, à tel ou tel intérêt, pour produire un capital de 24 millions ?

Ce premier apperçu, qui eſt ſuſceptible d'une combinaiſon plus préciſe, peut jetter un grand jour ſur toutes les réflexions abſtraites que ce ſujet exige, & ces premiers réſultats rendront plus faciles ceux qu'un calcul plus compliqué préſentera comme devant être adoptés.

Je préviens que j'ai ſuivi dans mes calculs les tables d'intérêts compoſés de Fatio, imprimées à Veſey en Suiſſe, afin que la vérification ſoit facile.

Je trouve donc que 600 liv. T. prêtées à 5 pour cent plus de 28 fois en intérêts compoſés, donnent 2400 liv.

Si, pour donner à chaque individu le moyen de dépenſer 20 ſols par jour, l'argent étant à 5 pour cent, il faut que 6 millions eſſuient 28 préparations ou mutations par jour, il s'enſuit que, pour faire d'autres calculs comparatifs, il faudra ſuppoſer que la population a employé tout ſon tems, & toutes les matières produites,

de manière qu'il ſoit impoſſible qu'une mutation de plus exiſte, ſans que la population ſoit augmentée, ou que les productions du ſol ſoient plus conſidérables ; ou, ce qui eſt la même choſe, ſans que de nouvelles fabrications s'établiſſent.

Cela poſé, ſi l'argent qui étoit à 5 pour cent tombe à 4 pour cent, 600 liv. ne donneront plus, en 28 circulations, que 1800 liv.

Si le prix de la récolte baiſſe dans la proportion de l'intérêt, c'eſt-à-dire à 480 liv., les 28 circulations ne produiront, à 4 pour cent, que 1440 liv.

Ce réſultat ſemble offrir de grands avantages. 1°, La même induſtrie paroît devoir ſe ſoutenir avec des fonds bien moins conſidérables, puiſque dans le premier exemple, ils ſont le capital d'une rente de 2400 liv. à 5 pour cent, & dans le troiſième, ils ne ſont que le capital de 1440 liv. à 4 pour cent. 2°, Malgré la diminution du prix des productions naturelles, les propriétaires ne ſont pas obligés de dépenſer tout leur revenu pour ſatisfaire les mêmes beſoins. En effet, leur dépenſe néceſſaire n'excédera pas le prix de 360 liv. ; ainſi, quoique dans la ſup-

position leur revenu, qui étoit de 600 liv., soit réduit à 480 liv., ils auront un excédent de 120 liv., tandis qu'ils n'en avoient point, quand leur revenu étoit de 600 liv.

Mais il est évident, que ce résultat est absolument contraire aux principes sur lesquels le systême de la réduction d'intérêt est fondé. En voici la preuve.

S'il étoit vrai que le taux de l'intérêt dût régler dans la même proportion le prix des productions naturelles, & celles de l'industrie, il seroit nécessaire que l'intérêt baissant de 5 à 4 pour cent, le prix des productions du sol diminuant à 480 liv., celui des productions de l'industrie fût de 1920 liv.; & dans l'exemple, le calcul ne le porte qu'à 1440 liv.: donc la proportion supposée n'existera pas.

On a bien reconnu la nécessité d'un rapport nécessaire entre le prix des productions du sol, & celui des productions de l'industrie; mais on ne s'est pas apperçu que le changement dans l'intérêt dérangeroit tous les rapports, s'il avoit l'effet qu'on lui attribue.

Tout changement devient nuisible, si le produit de l'industrie n'est pas dans la proportion

des beſoins : il faut donc, d'une part, convenir de l'étendue des beſoins, & de l'autre voir comment les profits s'établiſſent.

Pour rendre cette diſcuſſion claire, je dois faire connoître les baſes que je prendrai pour compoſer des tableaux de la circulation, capables de ſervir de démonſtration.

BASES d'un CALCUL Exact *Sur la CIRCULATION.*

IL faut avant tout, convenir de points inconteſtables : 1°, que toutes les productions de l'induſtrie ſont conſommées :

2°, Que les beſoins des propriétaires exigent, au moment préſent, qu'ils emploient tout le prix des productions naturelles à acquérir une portion de celles de l'induſtrie :

3°, Que les ouvriers doivent avoir un ſalaire aſſujetti à une certaine proportion avec la valeur du blé, afin qu'ils puiſſent ſe procurer une certaine quantité de matières fabriquées :

4°, Que le prix du blé que consomme la classe stérile(*) doit lui être fourni par les capitalistes :

5°, Que le revenu du capitaliste sert à payer le surplus de la marchandise fabriquée :

6°, Que cette consommation établit le besoin, pour chaque classe, d'une quantité de marchandises déterminée, qui exige un revenu suffisant, & proportionnel au prix de la marchandise :

7°, Enfin, que le taux de l'intérêt indique la quantité de fonds dont le capitaliste a été obligé de faire l'avance à raison du revenu qu'il retire. Appliquons ces principes à la position actuelle : il y a des points certains.

La valeur des choses fabriquées est de 24 millions, & la valeur des productions naturelles est de 6.

Mais dans ces 6 millions, quelle est la portion qui fera partie des productions d'industrie ; quelle est celle qui doit être achetée par

(*) J'entends, par classe stérile, tous ceux qui exercent des professions dont le produit sert à leur dépense, & tous les salariés autres que les artisans.

la classe stérile, & par conséquent payée par l'intérêt que le capitaliste retirera de son argent ; & quel doit être le salaire de l'ouvrier, proportionnel au blé qu'il aura consommé ?

J'ai déjà prouvé que le salaire exact de l'ouvrier devoit être de la valeur de 8 sétiers $\frac{2}{3}$; mais pour savoir quelle portion de blé il consommera, voici ce qui doit déterminer.

Du tems de Caton, les esclaves aux fers devoient avoir 45 boisseaux de blé par an, ce qui fait 3 sétiers $\frac{3}{4}$.

Par l'ordonnance du 12 Septembre 1775, les galériens doivent avoir 2 livres de gros pain, & la soupe deux fois le jour ; l'objet du pain est de 29 boisseaux $\frac{4}{5}$.

Les quinze vingts ont trois sétiers. J'arbitre donc que la consommation nécessaire de blé faite par l'ouvrier, doit être estimée à cette quantité ; & ayant démontré que la totalité de son salaire ne sauroit être moindre que de la valeur de 8 sétiers $\frac{2}{3}$, il suit que le gain qu'il faudra que le capitaliste lui paie, sera d'une fois deux tiers au-delà du prix de la portion de récolte qu'il aura consommée.

Je ſuppoſe, comme on voit, que l'artiſan eſt l'agent purement mercénaire du capitaliſte; parce que, s'il en étoit autrement, il ſeroit artiſan & capitaliſte tout à la fois.

Ces faits étant convenus, il eſt clair qu'en prélevant ſur les 24 millions le prix des productions naturelles qui ſeront entrées dans la fabrication, le ſurplus ſera l'accroiſſement que la marchandiſe aura reçu dans ſa fabrication.

Il eſt également clair que le ſalaire des ouvriers étant une avance, doit être prélevé ſur l'accroiſſement de prix que reçoit la marchandiſe.

Ce prélèvement fait, le reſte eſt l'intérêt qui appartient au capitaliſte; & cet intérêt indique le total des fonds qu'il a avancés.

Ces données une fois établies, le calcul à faire de la circulation devient d'une exactitude rigoureuſe. Mais comme ces ſortes de démonſtrations ſont abſtraites, & comme elles ne doivent être que la preuve des réſultats que l'on préſente, je vais commencer par expoſer ceux-ci; & je les appuyerai de quelque exemple ſenſible, qui diſpenſe de l'attention arithmétique les perſonnes à qui ces opérations ne ſont pas

familières, & qui, se trouvant par-là même distraites, saisiroient moins aisément les conséquences importantes de cette discussion.

Ainsi dans l'état actuel, la portion des productions naturelles qui entre dans les matières fabriquées étant supposée être de 4 millions, savoir, 3 millions pour le blé consommé par les ouvriers, & un million pour la matière première, la matière a acquis 20 millions par la fabrication. Sur ces 20 millions, il faut en ôter ce que l'on a jugé convenable pour completter le salaire des ouvriers; c'est une fois & deux tiers la valeur du blé qu'ils ont consommé, ou cinq millions. Il reste par conséquent 15 millions pour l'intérêt du capitaliste.

Après avoir montré le partage qui se fait de la valeur des produits de l'industrie, en voici l'emploi. Le capitaliste paie à la classe stérile, & au propriétaire, pour sa consommation de blé, 2 millions; il lui en reste 13, avec lesquels il paie les $\frac{13}{24}$ de la matière fabriquée: le propriétaire en paie $\frac{6}{24}$, & l'ouvrier $\frac{5}{24}$. Ce rapport doit se trouver toujours le même, soit que l'intérêt & les denrées haussent, soit qu'ils baissent; autrement l'équilibre est dérangé.

On a prétendu que l'intérêt de l'argent venant à baiſſer, les productions naturelles baiſſeroient de prix dans la même proportion. J'ai démontré ailleurs comment l'intérêt baiſſant néceſſitoit la hauſſe du prix des productions ; mais en accordant pour un moment le principe, il va être démontré combien les effets prétendus de la réduction de l'intérêt de l'argent ſont illuſoires.

Définiſſons d'abord ce que l'on a entendu par la proportion néceſſaire entre le taux de l'intérêt, & le prix des ſalaires & des productions naturelles.

A-t-on voulu dire que les ſalaires diminueroient de valeur repréſentative dans la proportion de la diminution des productions naturelles ſeulement, ou encore dans celle de la diminution de l'intérêt ? C'eſt ſous ces deux points de vue qu'il faut traiter la queſtion : le premier ne demande qu'une réflexion ſimple pour en connoître les effets ; l'autre demande un calcul composé, & par conſéquent plus abſtrait.

Si le ſalaire de l'ouvrier n'eſt proportionnel qu'avec le prix des productions naturelles, cela veut dire que le prix des productions naturelles

diminuant d'un cinquième, le ſalaire diminuera d'un cinquième en ſignes repréſentatifs. Ainſi le prix du blé conſommé, étant de 2 millions 400,000 livres au lieu de 3 millions, le complément du ſalaire ſera de 4 millions au lieu de 5 ; ainſi le ſalaire complet ſera 6 millions 400,000 livres, tandis qu'il étoit de 8.

Le ſalaire des ouvriers étant pris ſous cette acception, il ſera démontré, 1°, que dans le cas où le prix des productions naturelles & le taux de l'intérêt baiſſeroient dans la proportion de 5 à 4, le capitaliſte ne pourroit alors payer que $\frac{10}{24}$ de la marchandiſe fabriquée, tandis que ſes beſoins exigent qu'il en puiſſe payer 13 :

2°, Qu'il eſt impoſſible qu'il puiſſe jamais retirer ſes fonds, avant que l'équilibre de la circulation ſoit rétabli ; & qu'en ſuivant la ſucceſſion des rembourſement, il y auroit des capitaliſtes qui ne pourroient pas être rembourſés :

3°, Que l'augmentation apparente du ſalaire de l'ouvrier proportionnellement au décroiſſement du prix de la marchandiſe, ne lui donnera cependant pas la faculté de ſe procurer ſes beſoins.

Si au contraire le gain de l'ouvrier eſt proportionnel à l'intérêt, le prix du travail ſera comparé à l'intérêt des avances que ce travail demande ; c'eſt-à-dire que ſi l'avance eſt de 100 liv., l'ouvrier devra recevoir 5 liv. pour ſon ſalaire, parce que le capitaliſte reçoit 5 liv. pour l'intérêt des avances qu'il fait.

Dans cette ſuppoſition il ſera démontré que l'intérêt venant à baiſſer de 5 à 4 pour cent, l'ouvrier n'aura pas un ſalaire proportionné au blé qu'il conſomme ; & il ſera prouvé que le gain de l'ouvrier, ainſi que l'intérêt qui revient au capitaliſte, ne ſont pas ſuffiſans pour leur procurer les mêmes beſoins.

En un mot, la proportion qui exiſte dans les beſoins de chaque claſſe ne ſauroit être changée, ſi dans l'état actuel la conſommation des objets manufacturés eſt de $\frac{6}{24}$ par les propriétaires, $\frac{5}{24}$ par les ouvriers, & $\frac{13}{24}$ par les capitaliſtes. Cette proportion doit pouvoir exiſter lors de la baiſſe des denrées & de l'intérêt : pour qu'elle exiſte, il faut que l'accroiſſement du prix des productions naturelles ſoit tel, que le complément du ſalaire des ouvriers s'y trouve, il faut que l'intérêt reçu par le capitaliſte le mette en

état de payer la conſommation du blé faite par la claſſe ſtérile, & $\frac{13}{24}$ de la marchandiſe.

Voilà les proportions immuables, & qui ne peuvent plus exiſter, ſi l'intérêt & le prix des productions naturelles baiſſent dans la même proportion.

Cette proportion ſubſiſtera au contraire, ſi les productions naturelles baiſſant de prix, l'intérêt ne baiſſe pas ; c'eſt alors ſeulement que l'on peut tirer de leur état négatif une portion de ſignes repréſentatifs.

Mais pour que cette diminution de prix dans les productions naturelles arrive de manière à ne point troubler l'ordre de la circulation, il faut que ce ſoit par l'effet de la diminution des impôts qui portent directement ſur les productions naturelles, ou ſur les perſonnes.

Les calculs ſuivans feront le développement de tous ces réſultats.

Comme il y a deux manières de compter les ſalaires, les premiers calculs doivent être faits ſous les deux acceptions.

L'une regardera le gain des ouvriers comme une avance faite par le capitaliſte ; l'autre le

confidérera comme un partage du prix exigé par les ouvriers, qui fera fait entre eux & le capitalifte.(*)

Les calculs qui regarderont l'impôt ne feront faits que relativement à une de ces acceptions, parce que les conféquences font les mêmes dans les deux cas.

CALCUL DE LA CIRCULATION

Pour fournir 2400 liv. par jour, dans la fuppofition que le capitalifte fait l'avance de la nourriture & du gain de l'ouvrier, évalués à deux fois & deux tiers le prix du blé qu'il confomme.

LA totalité de la récolte eft eftimée 219,000 l.

Cela donne 600 liv. par jour.

(*) Il fera indifférent, pour la commodité du calcul, de compter plus ou moins de matières premières entrant dans la fabrication, pourvu que les 6 millions de productions naturelles foient cenfés vendus, & que les calculs comparatifs foient faits dans la même proportion.

Sur ces 600 liv., 125 liv. ſont le prix des matières premières que l'on emploie, 300 liv. ſont le prix du blé conſommé par les ouvriers; 175 liv. ſont le prix des productions naturelles conſommées par la claſſe ſtérile & les capitaliſtes.

Les 300 liv. des ouvriers doivent être diviſées en autant de parties qu'il y a de claſſes par leſquelles la marchandiſe doit paſſer avant d'être entièrement préparée.

Chaque claſſe doit avoir un capitaliſte dont elle reçoit l'argent dont elle a beſoin, tant pour acheter la marchandiſe à préparer, que pour ſon ſalaire. Le complément du ſalaire des ouvriers eſt de 500 liv.

Toutes les avances doivent porter intérêt.

On calcule que chaque mutation porte avec elle l'intérêt d'un an; quoique toutes les mutations néceſſaires pour l'entière fabrication ſoient réputées s'opérer dans un jour. On démontrera que l'avance néceſſaire que chaque fabrication demande, augmente l'intérêt dans cette proportion.

Le

Le dernier prêt, joint à son intérêt, fait le prix de la marchandise fabriquée ; ce prix de la marchandise suffit pour entretenir la circulation.

Comme je ne donnerai que des résultats, ayant indiqué les tables sur lesquelles on peut les vérifier, je me contenterai de citer un exemple de la manière dont ces calculs sont faits, afin de faciliter l'intelligence des conséquences que j'ai à tirer.

Il faut trente circulations pour que 125 liv. de matière première, & 300 liv. de blé consommé, joints au complément du salaire des ouvriers estimé à 500 liv., produisent 2400 liv.

La consommation de chaque ouvrier est de 10 liv. ; le complément du salaire 16 liv. 13 s. 4 d.

Le premier ouvrier reçoit du capitaliste pour la matière

	l.	s.	d.
première-ci	125		
Pour sa nourriture . . .	10	0	0
Pour le complément de son salaire	16	13	4
	151	13	4
Les intérêts sont de . .	7	11	8
	159	5	0

	l. *s.* *d.*	*l.* *s.* *d.*	*l.* *s.* *d.*
Il reçoit du capitaliste		151 13 4	
Il s'engage à lui payer			159 5 0
Le second ouvrier reçoit du second capitaliste . . .	159 5 0		
Pour sa nourriture . . .	10 0 0		
Pour le complément de son salaire	16 13 4		
	185 18 4		
Intérêts	9 5 11		
	195 4 3		
Il reçoit du capitaliste		185 18 4	
Il s'engage à lui payer			195 4 3
Le troisième ouvrier reçoit	195 4 3		
Sa nourriture	10 0 0		
Le complém. de son salaire	16 13 4		
	221 17 7		
Intérêts	11 1 10		
	232 19 5		
Il reçoit du capitaliste		221 17 7	
Il s'engage à payer			232 19 8
		559 9 3	587 8 8

La totalité des créances des capitalistes est de .	587 8 8
Celle des avances est de	559 9 3
Par conséquent leur intérêt est de	27 19 5

		l.	s.	d.
Le prix de la marchandise est de		232	19	3
Si l'on en distrait la matière première ci	125			
La nourriture	30	205	0	0
Le complément du salaire	50			
	205			
Il reste pour les intérêts		27	19	5
Qui multipliées par		20		
Donnent pour les fonds employés par les capitalistes		559	8	4

Si l'on considère quelle est la portion de revenu de chaque classe, on verra que le propriétaire a vendu pour

	l.	s.	d.
	155		
Que les ouvriers ont gagné	50	0	0
Les capitalistes	27	19	5
	232	19	5

Les revenus sont donc égaux à la valeur de la marchandise.

Quant au remboursement, le prix emprunté par le second ouvrier, & payé au premier, a remboursé le premier capitaliste : le troisième ouvrier payant le second, il rembourse aussi son capitaliste ; & quant au troisième, le prix de la marchandise, joint à la portion qu'il doit consommer, opérera son remboursement.

D'après cet exemple, les résultats suivans s'entendront aisément.

PREMIER RÉSULTAT du CALCUL de la CIRCULATION, l'intérêt étant à 5 pour cent, & le ſalaire étant avancé par le capitaliſte, le prix journalier de la portion de récolte étant de 600 *liv.*

LE prix de la matière première, celui des ſalaires, celui du produit étant fixes, & l'intérêt étant déterminé, il faut de toute néceſſité que le produit de toutes les circulations poſſibles d'un jour ſoit égal à celui de trente mutations portant chacune une année d'intérêt.

	l.	*ſ.*	*d.*
Ainſi 125 l. matière prem. à 30 ans	540	4	9
10 l. de nourriture, diviſées en 30 claſſes d'ouvriers, produiront un capital de	697	12	2
Le complément du ſalaire, à raiſon de 16l. 13ſ. 4d.	1162	13	7
	2400	10	6

Voilà certainement le tableau de la circulation, d'après les premières données : il demande quelque développement.

Comment une pareille circulation, qui paroît demander trente ans pour une première révolution, en supposant encore que chaque jour une autre ait été commencée, peut-elle s'opérer en un an? Il suffit de concevoir qu'il est impossible que la fabrication ait lieu sans une avance. Supposez que chaque jour, le capitaliste fasse un jour d'avance à l'ouvrier, & que celui-ci ne commence à faire passer son ouvrage dans la main d'un autre qu'au bout de 12 jours & 4 heures, que la seconde fabrication en agisse de même, ainsi de suite, les trente fabrications ne seront finies que le 365e jour, & ensuite tous les jours il y aura une révolution complette. La supposition d'une avance de 12 jours & 4 heures a seule suffi.

Quant à l'intérêt, celui que l'on reçoit en un jour doit payer à lui seul un jour d'intérêt de toutes les avances. Il est par exemple constant, que pendant le tems que la matière acquiert le degré de fabrication qui lui convient, le premier capitaliste a avancé la matière de 365 circulations complettes, dont il doit recevoir chaque jour un jour d'intérêt; ce qui équivaut à l'intérêt d'un an d'une seule mutation. Si l'on considère ensuite la nourriture & le gain de l'ouvrier, on trouvera que l'un & l'autre

doit être fourni aux trente classes d'ouvriers qui ont chacune une avance de 12 jours & 4 heures. L'intérêt de ces avances équivaut donc encore à celui de 365 jours de nourriture & de travail, dont un jour d'intérêt équivaut à un an d'intérêt d'un seul jour de nourriture & de salaire. Si la somme à laquelle montent les intérêts qui font partie des 24 millions dépensés par jour, n'est que l'intérêt d'un jour de toutes les avances de la circulation, la somme totale des fonds qu'elle exige est incontestable.

Si l'on décompose ce qui forme ce prix des 2400 liv. on voit que les productions naturelles y entrent pour 425 liv., le gain de l'ouvrier pour 500 liv., & l'intérêt des avances pour 1475 l. 10 s. 6 d. Le capitaliste est obligé de payer à la classe stérile 175 liv.: ainsi le propriétaire ayant 600 liv., achète $\frac{6}{24}$ de la marchandise fabriquée; l'ouvrier a 500 liv., & se procure $\frac{5}{24}$; & le capitaliste ayant 1300 l. 10 s., consommera $\frac{13}{24}$ de la marchandise.

Ce calcul est, comme on voit, conforme à l'idée que présente la seule réflexion sur la circulation.

Mais il est essentiel de bien observer que les besoins de chaque classe exigent qu'elle puisse se

procurer cette même quantité de marchandise; que la hausse ou la baisse de l'intérêt ne peut rien changer au nombre des mutations que la circulation demande; & qu'il faut que le profit soit égal à celui que demandent les besoins.

Quant aux fonds que demande une seule circulation, ils sont de 29,510 l. 10 s. 6 d.: & pour savoir les capitaux qu'exige le complément de la circulation journellement établie, il y en a de trois espèces, savoir, les avances des 12 jours & 4 heures, les fonds qui se créent lors de la circulation, & le numéraire. Les avances seront 29,510 l. 10 s. 6 d. multipliées par $12\frac{1}{6}$; les capitaux qui se forment sont les avances multipliées par 30; le numéraire est 29,510 l. 10 s. 6 d.

Ainsi dans l'état présent, la circulation demande en numéraire 295,100,000, en fonds d'avance 3,590,440,000: les capitaux qui se forment sont 107,713,200,000. Donc l'intérêt d'un jour est 14,750,000.

Il faut actuellement voir quels changemens apporteront, 1°, la diminution du prix des productions naturelles, sans diminution d'intérêt; 2°, la dimi-

nution de l'intérêt, ſans celle des productions naturelles ; 3°, la diminution de l'intérêt, jointe à celle des productions naturelles.

RÉSULTAT DE LA CIRCULATION,

L'avance des ſalaires étant faite par le capitaliſte, le prix des productions réduit à 480 liv. & l'intérêt ſe ſoutenant à 5 pour cent.

	l.	ſ.	d.	f.
100 liv. matières premières à 30 ans	432	3	10	2
8 liv. de nourritures	558	1	8	3
13 l. 6 ſ. 8 d. complément de ſalaires	930	2	11	0
Total du prix de la marchandiſe	1920	8	6	1
Si l'on prélève le prix de la récolte employée, ainſi que le ſalaire des ouvriers . .	740	0	0	0
Il reſte au capitaliſte	1180	8	6	1
Il paie à la claſſe ſtérile . .	140	0	0	0
Il lui reſte	1040	8	6	1
L'ouvrier a	400	0	0	0
Et le propriétaire	480	0	0	0

Le 24ᵉ de 1920 l. 8 f. 6 d. 1 f.

est 80 l. 4 d. 1 f.	l.	f.	d.	f.	
$\frac{13}{24}$ coûteront au capitaliste .	1040	4	5	1	somme égale
$\frac{5}{24}$ coûteront à l'ouvrier . .	400	1	9	1	somme égale
$\frac{6}{24}$ coûteront au propriétaire .	480	2	1	2	somme égale
Somme égale	1920	8	4	0	

	l.	f.	d.
Les fonds de la circulation sont	23608	10	5

Le numéraire nécessaire à cette circulation est de	236,085,208
Les avances sont de . .	2,872,370,000
Les capitaux formés .	86,171,100,000
Dont l'intérêt d'un jour est	11,804,250

RÉSULTAT DE LA CIRCULATION,

Le prix de la récolte estimé à 600 liv., l'intérêt réduit à 4 pour cent, le capitaliste faisant l'avance des salaires.

	l.	f.	d.
La matière première est de .	125	0	0
La nourriture de l'ouvrier . .	10	0	0
Son salaire	16	13	4
Le prix du blé pour la classe stérile	75	0	0

	l.	f.	d.	f.
Matière première	405	8	5	3
Nourriture	583	5	8	0
Complément du salaire	972	0	8	2
Prix de la marchandise	1960	14	10	1

	l.	ſ.	d.	f.
Prix de la marchandiſe	1960	14	10	1
Il faut ôter le prix de la récolte employée, & celui des ſalaires	925	0	0	0
L'intérêt monte à	1035	14	10	1
Le capitaliſte paie à la claſſe ſtérile . .	175	0	0	0
De ſorte que le propriétaire a reçu . .	600	0	0	0
L'ouvrier a	500	0	0	0
Le capitaliſte	860	14	10	1

	l.	ſ.	d.	f.	
Chaque 24e de la marchandiſe vaut	81	13	11	2	
Il faut au propriétaire $\frac{6}{24}$ valant .	490	3	8	2	vente $\frac{6}{24}$
Il faut à l'ouvrier $\frac{5}{24}$ valant . .	408	9	9	2	vente $\frac{5}{24}$
Il faut au capitaliſte $\frac{13}{24}$	1062	1	3	3	

Mais comme il n'a que 860 l. 14 ſ. 10 d., il y a défaut de vente, & le capitaliſte ne peut acheter qu'environ $\frac{10}{24}\frac{1}{2}$.

La diſtribution des revenus opérée par la baiſſe de l'intérêt, n'eſt pas dans la proportion des beſoins. Eſt-ce par cette raiſon que l'on a prétendu que le prix de la récolte baiſſeroit auſſi dans la proportion de l'intérêt de l'argent? C'eſt ce que le réſultat ſuivant fera voir.

Le numéraire néceſſaire pour cette circulation (ſi elle avoit lieu) feroit réduit à 25,893 l. 11 ſ. 4 d. 1 f., les avances le feroient à 315,040 l. 6 ſ.,

les fonds créés à 9,451,211 l. 15 f. 10d.; dont l'intérêt d'un jour eſt 1036 l. 14 f. 10 d. 1 f., ou, ce qui eſt la même choſe environ,

Le numéraire	258,935,677
Les avances	3,150,403,000
Les fonds créés	94,512,110,000

RÉSULTAT DE LA CIRCULATION,

Le prix de la récolte employée par jour étant réduit à 480 liv., l'intérêt à 4 pour cent, & le capitaliſte faiſant l'avance des ſalaires.

	l.	ſ.	d.	f.
LA matière première eſtimée 100 liv. à trente mutations	324	6	9	2
La nourriture de l'ouvrier 8 liv.	466	12	6	2
Le complément du ſalaire 13 l. 6 ſ. 8 d. .	777	14	2	1
Prix de la marchandiſe . . .	1568	13	6	1
Il faut déduire le prix de la matière première, de la nourriture des ouvriers, & le complément de leur ſalaire . . .	740	0	0	0
Il revint en intérêts au capitaliſte	828	13	6	1
Sur quoi il paie à la claſſe ſtérile	140	0	0	0
Il reſte au capitaliſte . . .	688	13	6	1

Le 24[e] de la marchandiſe vaut 65 l. 7 ſ. 2 d. 3 f.

	l.	*ſ.*	*d.*	*f.*		*l.*	*ſ*	*d*	*f.*
Les $\frac{6}{24}$ du propriét.	392	3	4	2	Il a .	480	0	0	0
Les $\frac{5}{24}$ de l'ouvrier	326	16	1	3	Il a .	400	0	0	0
Les $\frac{13}{24}$ du capitaliſte	849	13	11	3	Il n'a que	688	13	6	1

Le capitaliſte ne peut donc avoir que dix vingt-quatrièmes & demi de la marchandiſe, tandis que ſes beſoins en exigent treize.

	l.	*ſ.*	*d.*		
Le numéraire néceſſaire eſt	20,715	18	0	ou	207,159,000
Les avances ſont de .	252,043	9	0	ou	2,520,434,500
Les fonds créés ſont de	7,561,303	10	0	ou	75,613,035,000
Dont l'intérêt d'un jour eſt	828	13	6	ou	8,286,750

Il eſt eſſentiel d'obſerver que dans cette diſcuſſion il ne s'agit d'examiner que les effets d'une diminution dans le taux des intérêts. Je ne prétends pas ici déterminer quel eſt celui qui convient le mieux pour former une circulation; cette queſtion dépend de la fertilité plus ou moins grande du ſol, & le principe de déciſion change ſi l'État eſt plutôt commerçant qu'agricole: mais je ſoutiens qu'à quelqu'intérêt que ſoit l'argent dans un pays où la circulation eſt établie, elle ne peut y ſubſiſter que tant que le produit de la circulation donne à l'ouvrier un ſalaire proportionné à ſes beſoins, & au capitaliſte l'intérêt courant de ſes avances; que cette circulation une fois établie, on ne peut rien

changer au taux de l'intérêt ſans changer auſſi les rapports de la circulation ; que c'eſt uniquement le prix des matières premières, & de la nourriture des ouvriers qui influe ſur le plus ou le moins de fonds néceſſaires à la circulation. Je ſoutiens encore que ſi l'intérêt baiſſe, il eſt impoſſible que les denrées & le prix du ſalaire baiſſent dans la même proportion, parce qu'autrement le capitaliſte ne ſeroit pas rembourſé de ſes fonds.

Le principe qui doit jetter le plus grand jour ſur toute cette diſcuſſion, c'eſt qu'auſſi-tôt qu'une circulation eſt établie, il eſt de la nature même de la circulation de faire connoître de nouveaux beſoins au lieu de les diminuer, & que par conſéquent aucune opération ne peut être utile, ni même poſſible, ſi les beſoins déjà exiſtans ne peuvent pas être ſatisfaits.

Il doit donc ſuffire d'examiner quelle ſeroit la poſition du propriétaire, de l'ouvrier, & du capitaliſte, ſi, comme on l'a prétendu, la baiſſe de l'intérêt régloit le prix des denrées & de la main-d'œuvre.

POSITION DU PROPRIÉTAIRE.

DANS l'état actuel le propriétaire reçoit assez pour payer le quart de la marchandise manufacturée. Si le prix de la denrée baisse dans la proportion de l'intérêt, le propriétaire ayant 480 liv. de revenu au lieu de 600 liv., paroît néanmoins, pour avoir la même quantité de marchandise, n'être obligé de dépenser que 392 l. 3 s. 4 d. 2 f. au lieu de 600 liv.

Mais malgré cette différence, le propriétaire ne pourra pas se procurer ses besoins; la raison en est, que c'est le prix de la récolte vendue aujourd'hui qui paie le prix de la chose manufacturée hier. Or, si le prix de la récolte vendue aujourd'hui est de 480 liv., le prix de la chose manufacturée hier n'en est pas moins de 600 liv.: le propriétaire ne recevra donc pas assez; donc il ne diminuera pas ses denrées.

Il est nécessaire d'opter; ou la baisse du prix des denrées doit précéder, ou elle doit suivre celle de l'intérêt: si elle précède, elle en est le principe, & non pas l'effet; si elle doit

ſuivre, il faut concevoir cette gradation, ſavoir, que l'intérêt baiſſant, le prix des denrées ſuivra cette diminution, & entraînera celle des ſalaires.

Si la baiſſe de l'intérêt précède, elle ne peut néceſſiter celle des denrées, que par le retranchement que l'on éprouvera dans ſes revenus.

Si les denrées de première néceſſité diminuent parce qu'on aura moins de moyens pour acheter, comment la vente des objets manufacturés, qui ſeule entretient la circulation, ſe ſoutiendra-t-elle ? Alors l'effet eſt contraire à ce que l'on attend.

Quoique la diſcuſſion dont il s'agit ne doive envisager la baiſſe de l'intérêt que jointe à celle des denrées, je crois devoir la préſenter auſſi ſans cette condition, puiſque l'effet ne peut pas être ſimultané ; mais il faut remettre la queſtion lors de l'examen de la poſition dans laquelle cette opération mettroit le capitaliſte. Quant au propriétaire, dont je m'occupe préſentement, il eſt démontré que ſi la baiſſe de l'intérêt précède, & que par cette raiſon on lui offre moins de ſa denrée, il faut qu'il diminue ſa conſommation d'un cinquième. Cette portion de marchandiſe reſtera donc invendue.

Si une portion de la marchandiſe eſt ſans débit, le reflet néceſſaire eſt d'arrêter & de ſuſpendre toute circulation, car il eſt impoſſible qu'elle ſubſiſte avec la baiſſe effective du prix des denrées vendues par le propriétaire : je dis effective, parce que s'il payoit un impôt réel du cinquième de ſon revenu, & ſi cet impôt étoit ôté, alors la baiſſe du prix des denrées ne ſeroit pas effective pour lui, puiſque le prix net qu'il recevroit ſeroit le même. Autrement toute baiſſe dans le prix des denrées fait dans l'inſtant même éprouver une gêne conſidérable ; parce qu'auſſi-tôt qu'une ſeule claſſe des individus ſouffre, la circulation languit.

COMPARAISON DES RÉSULTATS

Relativement à l'OUVRIER.

LE ſalaire que j'ai aſſigné à l'ouvrier a été appuyé ſur des principes inconteſtables : j'y ai inſiſté avec force, parce que j'ai ſenti de quelle importance il étoit de déterminer ce point eſſentiel. Il en réſulte clairement que, ſoit que ſon prix dépende de l'intérêt de l'argent, ſoit qu'il dépende de celui de la denrée de première néceſſité,

néceſſité, comme c'eſt le ſalaire d'aujourd'hui qui paie la choſe manufacturée hier, l'ouvrier n'aura jamais aſſez pour payer la valeur de ſes beſoins journaliers; & la conſommation qu'il devoit faire étant ſuſpendue, il n'y a plus de circulation.

Mais ſi le ſalaire dépend de l'intérêt de l'argent, & s'il baiſſe dans la même proportion, il eſt impoſſible que l'ouvrier puiſſe ſubſiſter; car, s'il reçoit ſon ſalaire dans la proportion de l'intérêt, il ne recevra ni la valeur en argent d'une fois & deux tiers le prix de ſon blé, ni la valeur de la quantité des marchandiſes dont il a beſoin.

J'ai eu le plus grand ſoin de repréſenter les ſalaires de l'ouvrier ſous une valeur relative au blé, d'une part; & de l'autre, ſous une quantité proportionnelle de marchandiſes fabriquées; parce que ce ſont ces proportions néceſſaires dont la conſervation importe, & qui ſervent de baſe pour apprécier toutes les opérations.

C'eſt ſur-tout en conſidérant le ſalaire de l'ouvrier comme devant être partagé avec le capitaliſte qui l'emploie, que l'on voit quelle

ſeroit la funeſte influence que la baiſſe de l'intérêt, accompagnée de celle des denrées, auroit ſur l'induſtrie ; puiſque, ſi la denrée ne hauſſe pas, le ſalaire ſe trouveroit réduit d'un quart : ce ſeroit un retranchement à faire ſur le néceſſaire, & par conſéquent impoſſible.

POSITION DU CAPITALISTE.

LES effets de la baiſſe de l'intérêt relativement au capitaliſte, demandent un examen d'autant plus ſérieux, qu'elle a été préſentée comme le moyen de tirer de leur état négatif la plus grande quantité de ſignes répréſentatifs.

Dans l'état préſent, les beſoins néceſſaires du capitaliſte exigent la conſommation de $\frac{13}{24}$ de la marchandiſe fabriquée s'il paie les ſalaires dans la proportion du prix des denrées, & $\frac{27}{49}$ s'il partage le gain des ouvriers.

Or, dans le cas où les denrées & l'intérêt éprouveront la même diminution, il ne pourra ſe procurer que $\frac{10}{24}\frac{1}{12}$, ou près de $\frac{22}{49}$. Comment la circulation, qui cependant ne peut ſe

faire qu'avec ſon ſecours, ne lui fourniſſant pas un revenu proportionné à ſes beſoins, ſubſiſtera-t-elle ? Et comment s'y prêtera-t-il ?

Sa ſituation n'eſt pas meilleure, ſi les denrées ne baiſſent pas en même tems que l'intérêt ; car il éprouve un *déficit* d'un cinquième. Que l'on ne diſe pas que les fonds inutiles à la circulation lui rentreront, & le dédommageront : c'eſt ici le point eſſentiel. Les prêts ſont rembourſés par le moyen des ventes. La marchandiſe fabriquée ne peut s'acheter qu'avec les revenus de l'agriculture, de l'induſtrie, ou de l'intérêt des avances. Si le revenu eſt moindre que ne doit être la vente pour opérer les rembourſemens, il n'y a plus de vente : s'il n'y a plus de ventes, il n'y a plus ni rembourſemens, ni prêts : la circulation eſt arrêtée.

C'eſt encore le cas d'obſerver que c'eſt avec la 365me partie de l'intérêt des fonds créés par la circulation, que le capitaliſte paie l'acquiſition qu'il fait aujourd'hui, & que c'eſt avec la vente d'aujourd'hui qu'on lui paie l'intérêt qui a couru hier. Or, ſi le revenu d'aujourd'hui ne ſuffit pas pour que la vente égale celle d'hier, elle ſera au moins ſuſpendue : le capitaliſte ne ſera alors ni payé de ſes intérêts, ni

rembourſé de ſes fonds. La perte ſera partielle pour les uns, & totale pour les autres ; & cette revolution devient une cataſtrophe ſi conſidérable, qu'il faut tout le ſang-froid & toute la réflexion pour l'enviſager, & la croire : car l'accroiſſement & le rembourſement des fonds de la circulation ſe faiſant en raiſon compoſée, l'embarras qui peut y ſurvenir doit s'augmenter dans la même proportion. Que l'on ne m'oppoſe pas l'exemple de l'Angleterre, où l'intérêt eſt bas : cet exemple eſt pour moi, puiſque tout y eſt plus cher, & puiſqu'il y a un numéraire factice qui balance l'effet du bas intérêt.

D'ailleurs, quand même l'intérêt baiſſant ne néceſſiteroit pas la baiſſe des denrées, il faudroit qu'il s'opérât un vide de plus de 21 milliards dans l'année : & s'il étoit poſſible que les denrées baiſſaſſent dans le même tems, ce vide ſeroit de plus de 32 milliards. Cette énormité de pertes à ſupporter ſeroit juſtement ce qui s'oppoſeroit à ce qu'elle ſe réaliſât en entier ; & l'on chercheroit à y remédier par la hauſſe du prix des denrées & de la main-d'œuvre : alors il s'en faudroit bien que l'opération retirât de la circulation les fonds négatifs qui y ſont répandus. Il faut cependant convenir que c'eſt par-là uniquement que peut s'opérer la reſtau-

ration d'un État. Le moyen de retirer ces fonds négatifs existe; mais c'est par la baisse du prix des denrées, sans diminution du taux de l'intérêt. Le résultat prouve que les proportions entre les revenus & les dépenses ne seront point changées: donc la diminution de revenu qui empêche les ventes de s'opérer, sera bien moindre; mais il faut que cette diminution dans le prix des denrées ne soit pas effective pour le propriétaire, & qu'elle s'opère par la suppression des impôts qui grossissent le prix de la marchandise. Ce résultat remplit toutes les conditions essentielles: l'opération conserve les proportions entre les revenus & les dépenses nécessaires; & elle a pour fin de retirer de la circulation des fonds inutiles, sans diminuer de la proportion des revenus; ce qui équivaut à une richesse acquise. Cet effet cependant, quelque sûr qu'il soit, ne peut être prompt, parce qu'il faut que ce soit l'aisance publique qui fasse prendre l'équilibre nécessaire.

M. Craufurd reconnoît le reflet utile que causeroit la diminution de l'impôt; mais il s'est trompé en voulant que cet impôt porte sur les objets de première nécessité, & en voulant que l'intérêt baisse en même tems. L'impôt frappant sur les objets de première nécessité, opère

le même effet qu'une augmentation de valeur, & par conséquent met dans un état négatif une plus grande quantité de signes représentatifs ; ce qui est contraire à la fin que l'on se propose.

Les tableaux suivans vont montrer quelle différence apporte l'impôt dans les fonds de la circulation, & dans les revenus, suivant qu'il est assis différemment.

LA somme de l'impôt étant estimée à un dixième, il faut en voir les effets sous la forme d'impôt territorial, sous celle d'impôt sur les consommations, sous celle d'impôt sur les ventes de la marchandise fabriquée. J'ai déjà prévenu que je suivrois pour les calculs celui de la circulation où le capitaliste partage le gain avec l'ouvrier.

Impôt territorial 60 *liv.*

LA récolte qui n'étoit estimée que 600 liv. doit être vendue 660 liv. ; & l'on va voir que le propriétaire vendant sa récolte cette somme, & par conséquent paroissant rester dans le même état, n'en portera pas moins l'impôt entier, s'il veut avoir les mêmes choses.

	l.	s.	d.	f.
La matière première étant de 110 l. produira	1261	8	3	1
La nourriture de l'ouvrier 6 l. 12 s. . . .	1428	7	0	0
	2689	15	3	1
Le capitaliste a pour l'intérêt de son argent	1700	11	3	1
Il faut qu'il donne à la classe stérile . .	220	0	0	0
Il lui reste	1480	11	3	1
Le gain de l'ouvrier est de	549	13	6	0
Le propriétaire a un revenu de . . .	600	0	0	0
Total des revenus	2629	14	9	1
Il existe une charge apparente de . . .	60	1	6	0
Qui étant jointe fait le prix de la marchandise	2689	15	3	1

Mais elle est bien plus considérable. En effet, si le propriétaire veut se procurer $\frac{12}{49}$, il faudra qu'il dépense 658 liv. 14 sols, & il n'a que 600 liv.; il porte donc à lui seul la privation que paroît ordonner l'impôt.

Si le capitaliste vouloit se procurer la même quantité de marchandise, c'est-à-dire $\frac{27}{49}$, il faudroit qu'il dépensât 1482 l. 1 s. 6 d., c'est-à-dire un peu plus que l'intérêt de ses fonds: il ne peut donc, ayant employé plus de fonds, se procurer que les mêmes besoins. La charge qu'il éprouve est donc de tout l'intérêt de l'argent que la circulation a demandé de plus. Or, l'augmentation du numéraire qu'elle de-

mande eſt la différence de 34,011 l. 15 ſ. à 31,123 liv., qui eſt de 2888 l. 15 ſ., dont l'intérêt eſt 144 l. 16 ſ. Ainſi 60 liv. qu'a reçu le tréſor en impôt territorial deviennent une charge de 58 l. 14 ſ. pour le propriétaire, & de 144 l. 16 ſ. par jour pour le capitaliſte ; & du tout, il n'entre dans l'épargne publique que 60 liv.

Si l'on veut voir enſuite les avances conſidérables que cette impoſition force de faire, on trouvera que dans la ſuppoſition que nous avons faite, elles doivent être plus fortes de plus de 200 millions ; & les fonds créés, qui étoient de 113 milliards 600 millions, feront de 124 milliards 142 millions.

Impôt ſur les conſommations des denrées de première néceſſité.

Le prix de la récolte eſt de 600 liv.

Celui de la nourriture de l'ouvrier eſt de 300 liv., à quoi il faut joindre la portion d'impôt qu'il faut payer ; ce qui équivaut à 6 l. 12 ſ. par claſſe.

	l.	ſ.	d.	f.
100 liv. matière première donneront . .	1146	14	9	2
6 l. 12 ſ.	1428	7	0	0
La marchandiſe vaudra	2575	1	9	2

	l.	ſ.	d	f.
Le revenu du capitaliſte eſt de	1595	17	3	2
Dont il faut qu'il ôte pour la claſſe ſtérile	220	0	0	0
Reſte , .	1375	17	3	2
Le gain de l'ouvrier ſera de .	549	3	6	0
Le propriétaire portant ſa part de l'impôt, n'aura de revenu que	590.	0	0	0
Total des revenus	2515	0	9	2
La charge apparente eſt de .	60	0	0	0

Mais ſi le propriétaire veut avoir $\frac{12}{49}$ de la marchandiſe, il faut qu'il dépenſe 630 l. 12 ſ. 9 d.; le capitaliſte dépenſera 1418 l. 17 ſ. Ainſi le propriétaire ſera privé de 40 l. 12 ſ. 9 d., au lieu qu'il l'étoit, lors de l'impôt territorial, de 58 l. 14 ſ.; le capitaliſte aura été forcé de prêter 31,913 liv. faiſant la différence de 790 liv. au-delà de ce que demande la circulation ſans impôt: ce qui lui occaſionne une première privation de 39 l. 10 ſ. de revenu ci . . . .

	l.	ſ.	d.	f.
première privation de 39 l. 10 ſ. de revenu ci	39	10	0	0
A quoi il faut ajouter la différence de 1418 l. 17 ſ. à 1375 l. 17 ſ. 3 d. 2 f. qu'il reçoit	42	19	8	2
	82	9	8	2

Sa privation ne ſera que de 82 l. 9 ſ. 8 d 2 f., tandis qu'elle étoit de 144 l. 16 ſ.

La charge totale ne ſera donc que de 40 l. 12 ſ. pour le propriétaire, & de 82 l. 9 ſ. 8 d. 2 f. pour le capitaliſte. Il entre ſeulement 60 liv. dans l'épargne publique.

Cette comparaiſon ne laiſſeroit aucun doute ſur la préférence à donner à l'impôt ſur les conſommations, s'il n'y en avoit encore un autre préférable.

Impôt ſur la vente des marchandiſes fabriquées.

Si les 60 liv. d'impoſition étoient aſſiſes ſur les ventes au lieu de l'être ſur les productions naturelles, qu'arriveroit-il ? C'eſt qu'il n'y auroit aucune augmentation de fonds, aucune augmentation de prix de marchandiſe ; & le propriétaire, l'ouvrier, & le capitaliſte, porteroient chacun l'impôt dans la proportion de leurs facultés. Le premier eſſuyeroit la privation équivalente à $\frac{12}{49}$ de l'impôt, le ſecond à $\frac{10}{49}$, & le troiſième à $\frac{27}{49}$: le premier payeroit 14 l. 18 ſ. 9 d., le ſecond 12 l. 4 ſ. 9 d., le troiſième 33 l. 1 ſ. 6 d.

Que l'on juge à préſent ſi c'eſt une erreur, de penſer qu'en mettant ſeulement le luxe à contribution, on en obtiendra une reſſource

équivalente aux taxes que ſupportent les objets de première néceſſité.

La marche de la circulation étant arithmétiquement démontrée, donne matière à des réflexions bien importantes. Elle rend compte de vérités que l'on ſoupçonnoit, mais qui, faute d'être bien connues, ſont la ſource de bien des préjugés : elle explique comment la diminution du prix des denrées jette de la langueur dans la circulation, tandis qu'elle devroit tout animer, faciliter la vie du pauvre & de l'artiſan, & diminuer le prix de tous les beſoins. C'eſt qu'il faut qu'il y ait un revenu ſuffiſant pour ſoutenir les ventes, au moyen deſquelles toutes les avances ſe rembourſent ſucceſſivement, & qu'il y a impoſſibilité phyſique dans l'établiſſement de l'équilibre néceſſaire, ſi le revenu du propriétaire diminue dans le moment de la baiſſe du prix des denrées ; mais s'il ne diminuoit pas, alors la baiſſe des denrées remettroit en action utile une quantité énorme de fonds qui ſont dans un état négatif. La diminution des denrées ne doit donc avoir pour cauſe que la ſuppreſſion des impôts qui frappent directement ſur elles, parce que le revenu net du propriétaire n'eſt pas alors diminué. L'effet ne ſera pas ſubit : le propriétaire ayant du ſuperflu,

fera moins excité à foutenir le prix de fa denrée; pour peu que la denrée baiffe, il s'appercevra que ce fuperflu, loin d'être diminué, fe trouve encore augmenté. Comme les ventes fe feront foutenues au même prix, les rembourfemens fe feront faits; mais chaque mutation n'aura pas eu befoin de tant emprunter: les matières fabriquées devenant par-là moins chères, l'aifance du propriétaire en deviendra plus grande encore; & c'eft l'aifance du propriétaire qui contribue à la baiffe des denrées, car leur prix fe mefure fuivant la proportion des befoins qu'il doit mettre à portée de fatisfaire.

Il eft démontré qu'il n'y a que la diminution des denrées qui puiffe retirer une grande quantité de numéraire *de l'état négatif où il eft dans la circulation*; mais cette diminution ne peut s'effectuer, fans troubler l'ordre de la circulation, que par la fuppreffion des impôts qui frappent fur les denrées de première néceffité.

Il eft démontré que la circulation une fois établie eft affujettie à une proportion qui ne peut être changée. Quand même on ne fuppoferoit que 15 millions de dépenfe par jour au lieu de 24, & le prix des productions naturelles à 8 millions au lieu de 6, il faudroit que l'ou-

vrier & le capitaliſte euſſent par jour 7 millions de productions d'induſtrie, ou les $\frac{7}{15}$ de la marchandiſe fabriquée ; & cette proportion deviendroit néceſſaire.

Il eſt démontré que l'augmentation ou diminution naturelle des denrées ne change rien à la poſition des différentes claſſes de l'État. (Voyez les tableaux: la récolte étant à 600 liv. & à 480 liv., l'intérêt reſtant à 5 ou 4 pour cent.)

Il eſt démontré que ſi l'intérêt change, la poſition de ces différentes claſſes n'eſt plus la même. (Voyez les tableaux: le prix de la récolte étant à 600 liv., l'intérêt étant à 4 ou à 5 pour cent ; & le prix de la récolte étant à 480 liv., & l'intérêt à 4 ou à 5.)

Il eſt démontré que l'augmentation des denrées groſſit, dans l'opinion, les fonds créés par la circulation ; puiſque les avances faites, ou les fabrications commencées, jouiront, lors des ventes, de l'augmentation de prix que reçoivent les nouvelles : la diminution des denrées produit l'effet contraire. (Voyez les tableaux, à la colonne des fonds créés, les denrées étant à 600 liv. ou à 480.)

La diminution naturelle des denrées met hors d'état de faire les rembourſemens : au contraire,

l'augmentation du prix des productions naturelles peut bien faire que la marchandise soit moins vendue en quantité ; mais le même argent étant dépensé, les remboursemens se font, & un plus grand emploi de numéraire réel ou factice rétablit l'ordre.

Il est démontré que l'augmentation des impôts ne portant pas sur de nouvelles productions, finit par n'avoir d'autre effet que de nécessiter un plus grand emploi de signes représentatifs, & que cette augmentation n'est jamais suffisante ; en voici la preuve. Si l'impôt est de 60 liv. & la production d'industrie de 2400 liv. l'État y prendra $\frac{1}{40}$; si l'État demande 60 liv. de plus, les denrées augmenteront de 60 liv. : la même production d'industrie vaudra, d'après le tableau de l'impôt territorial, 2689 l. 15 s. 3 d. 1 f. L'État devroit avoir un 20e de la marchandise fabriquée ; mais ce 20e coûteroit plus de 134 liv., & l'État n'en auroit que 120 liv. Voilà pourquoi une augmentation d'impôts en occasionne une autre : il y a donc alors, dans la main de quelques particuliers, une portion de revenu de plus que l'impôt ne doit leur laisser ;—de-là l'occasion de ce qu'on appelle *luxe*.

Il eſt démontré que ſi l'impôt eſt territorial, c'eſt le propriétaire qui le porte; que l'ouvrier ne porte rien; & que le capitaliſte emploie ſeulement tout l'intérêt de l'argent qu'il a fourni de plus, pour avoir les mêmes beſoins.

Il eſt démontré que dans l'impôt ſur les conſommations, la charge de l'impôt ſe partage entre le capitaliſte & le propriétaire, & que cette privation exiſte pour le capitaliſte, quoiqu'il conſomme tout le revenu de l'argent qu'il a avancé de plus; mais ce numéraire engagé d'une manière négative eſt bien moindre que lors de l'impôt territorial.

Il eſt démontré que l'impôt aſſis ſur les objets d'induſtrie partage également la charge, & ne force pas à un emploi de fonds inutile.

Il eſt démontré que les productions naturelles ne peuvent augmenter en quantité, ſans que les productions d'induſtrie n'augmentent en quantité dans le même rapport, & en valeur dans la proportion de 6 à 24.

Il eſt démontré que puiſque les impôts qui ne portent point ſur de nouvelles productions ne font qu'exiger un plus grand nombre de

ſignes repréſentatifs, & abſorber leur pouvoir de reproduction, les emprunts ſont préférables aux impôts, s'ils ne ſont remplis que par de l'argent qui ſeroit dans un état négatif, parce que leur emploi ne peut être qu'en dépenſes qui facilitent les moyens de créer de nouvelles productions.

Il eſt encore démontré que ſi les impôts n'étoient aſſis que ſur les conſommations des objets d'induſtrie, les emprunts ne ſeroient pas une charge, puiſque le revenu de l'État s'accroîtroit dans la proportion de la plus grande dépenſe des particuliers.

Il eſt démontré que les emprunts ne doivent pas exciter à retirer le numéraire qui y eſt dans un état productif, mais celui ſeulement qui y eſt dans un état négatif, ou que les impôts y feroient entrer comme tels.

Il eſt démontré qu'il n'y a que la ſuppreſſion des impôts directs qui puiſſe retirer de la circulation une grande quantité de ſignes repréſentatifs.

Il eſt démontré que ſi la ſuppreſſion des impôts parvenoit à faire baiſſer le prix des

productions

productions naturelles d'un cinquième, la circulation active augmenteroit d'un quart ; la preuve en résulte du numéraire qui seroit retiré de la circulation. (Voyez les tableaux. Le prix de la récolte à 600 liv. ; le numéraire propre à une seule circulation est 29,510 liv. à 480 ; la même circulation n'exige que 23,608 liv. ; le numéraire retiré seroit 5902 liv., ou le quart de 23,608 liv. qui seroit dans une circulation utile).

Il est enfin démontré que la valeur des productions d'industrie soldant tous les salaires, & toutes les productions naturelles, à l'exception de celles consommées par le propriétaire, l'impôt qui seroit uniquement assis sur les objets d'industrie seroit non-seulement suffisant, mais même qu'il retireroit de la circulation tous les signes représentatifs qui y sont dans un état négatif, l'unique difficulté existe dans le moyen de rendre la perception facile.

Je ne me dissimule pas qu'il y a des objections à faire relativement au commerce : les principales sont non-seulement l'avantage qu'un pays où l'argent est à 4 pour cent a sur un autre où le taux est à 5 pour cent, mais encore celui qu'il trouveroit à venir chercher des marchandises

à un prix très-bas, tandis que celles qu'il donneroit en échange feroient fort chères, ce qui opéreroit une balance *en argent* défavorable à la nation la plus induftrieufe, dans les objets qui lui feroient néceffaires ; car alors elle échangeroit la repréfentation de beaucoup de travail contre la repréfentation d'un beaucoup moindre.

Je n'ai pas cru devoir répondre pour le moment à ces objections, parce qu'il ne s'agiffoit que des moyens de retirer de la circulation l'argent qui y eft dans un état négatif. D'ailleurs cette difcuffion tient à des queftions que j'ai traitées dans un ouvrage qui fera bientôt en état de paroître.

Je prie feulement d'obferver que j'ai dit que les principes fur l'intérêt de l'argent ne devoient pas être les mêmes dans un État plus agricole que commerçant. En effet dans celui-ci, la matière première eft l'argent ; donc il doit être à bon marché. Quant à l'autre objection, il fera prouvé qu'il eft facile de faire tourner au profit de l'État le bas prix des objets dont l'étranger a befoin.



ÉTAT comparatif des RÉSULTATS de la CIRCULATION, ſuivant les différences du TAUX de l'INTÉRÊT, du PRIX des PRODUCTIONS NAT

			LE PROPRIÉTAIRE.				L'OUVRIER.				LE CAPITAL			
Intérêts différens.	Prix de la Récolte.	Prix de la Marchandiſe.	Son Revenu.	Sa Dépenſe néceſſaire.	Prix de la Dépenſe.	Excédant ou Déficit.	Son Revenu.	Sa Dépenſe néceſſaire	Prix de ſa Dépenſe.	Excédant ou Déficit.	Intérêt de ſes Avances.	Son Revenu net.	Sa Dépenſe néceſſaire.	Prix … p…
	liv.	l. ſ. d. f.	liv.		l. ſ. d. f.		liv.		l. ſ. d. f.		l. ſ. d. f.	l. ſ. d. f		l.
à 5 pour cent	600	2400 10 6 0	600	$\frac{6}{24}$ de la Marchandiſe	600 0 0 0	Egalité	500	$\frac{5}{24}$ de la Marchandiſe	500 0 0 0	Egalité	1475 10 6 0	1300 0 0 0	$\frac{13}{24}$ de la March^e	130…
à 5 pour cent	480	1920 8 6 1	480	La même	480 2 1 2	Egalité	400	La même	400 1 9 1	Egalité	1180 8 6 1	1040 8 6 1	La même	104…
à 4 pour cent	600	1960 14 10 1	600	La même	490 3 8 2	Excédant 109l 16s 3d 2f	500	La même	408 9 9 2	Excédant 91l 10s 2d 2f	1035 14 10 1	860 14 10 1	La même	1062…
à 4 pour cent	480	1568 13 6 1	480	La même	392 3 4 2	Excédant 87 16 7 2	400	La même	326 16 1 3	Excédant 73 3 10 1	828 13 6 1	688 13 6 1	La même	349…

ÉTAT comparatif de la CIRCULATION, ſuivant les Différences du TAUX de l'INTÉRÊT, du PRIX des PRODUCTIONS NATUREL…

N^a. Le gain de l'ouvrier étant payé par le produit de la Circulation au lieu d'être avancé, cela nécеſſite un autre Calcul proportionnel de 50 mutations : le Prix de la matière première employée eſt de 100 liv. & proportionnellement : celui de la nourriture eſt de 3:0 liv. Le gain de l'ouvrier eſt la moitié de l'interêt compoſé de ſa nourriture ; & l'intérêt faiſant la part du Capitaliſte, eſt celui de la matière première et moitié de celui du prix de la nourriture de l'Ouvrier.

			LE PROPRIE'TAIRE.				L'OUVRIER.					LE CAPITAL			
Intérêts différens.	Prix de la Récolte.	Prix de la Marchandiſe.	Son Revenu.	Sa Dépenſe néceſſaire.	Prix de ſa Dépenſe.	Excédant ou Déficit.	Son Gain.	La Proportion avec le blé qu'il conſomme.	Sa Dépenſe néceſſaire.	Prix de ſa Dépenſe.	Excédant ou Déficit.	Intérêt de ſes Avances.	Son Revenu net.	Sa Dépenſe.	Prix de … pen…
	liv.	l ſ. d. f.	liv.		l. ſ. d. f.		l. s. d. f.			l. ſ. d. f.		l. ſ. d. f.	l. ſ. d. f.		l.
à 5 pour cent	600	24[illegible]5 12 7 3	600	$\frac{12}{49}$ de la March^ſe moins $\frac{1}{13}$	600 0 0 0	Egalité	509 8 11 0	Une fois & $\frac{20}{30}$ en ſus	$\frac{10}{49}$ $\frac{1}{8}$ de la March^ſe	509 8 11 0	Egalité	1556 3 8 2	1356 3 8 2	$\frac{27}{49}$ moins $\frac{1}{21}$ d'$\frac{1}{49}$	1356
à 5 pour cent	480	1972 10 1 1	480	La même	479 19 4 0	Egalité	407 11 2 0	Une fois & $\frac{9}{12}$ en ſus	La même	407 17 4 0	Egalité	1244 18 11 2	1084 18 11 2	La même	108…
à 4 pour cent	600	1626 13 5 0	600	La même	395 14 5 1	Excédant 204l 5s 6d 3f	308 0 0 0	Une fois & $\frac{1}{38}$ en ſus	La même	336 2 4 1	Def. 28l 2s 4d 1f ou $\frac{5}{6}$ d'$\frac{1}{49}$	918 13 4 2	718 13 4 2	La même	89…
à 4 pour cent	480	133[illegible] 16 7 0	480	[illegible]	322 19 10 2	Excédant 157 0 1 2	261 2 11 2	Une fois $\frac{1}{11}$ en ſus	La même	274 19 17 1	Def. 13 16 7 3 ou $\frac{1}{2}$ [illegible]	[illegible]49 13 7 3	589 13 7 2	La même	73…

…vant les différences du TAUX de l'INTÉRÊT, du PRIX des PRODUCTIONS NATURELLES, & le CAPITALISTE faisant l'Avance des SALAIRES.

L'OUVRIER.			LE CAPITALISTE.							
…pense nécessaire	Prix de sa Dépense.	Excédant ou Déficit.	Intérêt de ses Avances.	Son Revenu net.	Sa Dépense nécessaire.	Prix de sa Dépense.	Excédant ou Déficit.	Numéraire & Evaluation.	Avances générales & Evaluation.	Fonds créés par la Circulation.
	l. s. d. f.		l. s. d. f.	l. s. d. f.		l. s. d. f.		l. s. d. f. l.	l. s. d. l.	l. s. d. l.
la Marchandise	500 0 0 0	Egalité	1475 10 6 0	1300 0 0 0	$\frac{13}{24}$ de la March^{e}	1300 0 0 0	Egalité	29510 10 6 0 ou 295,100,208	359044 8 4 ou 3,590,444,012	10,771,320 0 0 ou 107,713,200,000
La même	400 1 9 1	Egalité	1180 8 6 1	1040 8 6 1	La même	1040 4 5 1	Egalité	23608 10 5 0 ou 236,085,000	287237 0 0 ou 2,872,370,000	8,617,110 0 0 86,171,100,000
La même	403 9 9 2	Excédant 911 10s 2d 2f	1035 14 10 1	860 14 10 1	La même	1062 1 3 3	Déf. 201l 6s 5d 2f ou $\frac{2}{24}$ $\frac{1}{2}$	25893 11 4 1 ou 258,935,677	315040 6 0 3,150,403,000	9,451,211 15 10 ou 94,512,117,500
La même	326 16 1 3	Excédant 73 3 10 1	828 13 6 1	688 13 6 1	La même	849 13 11 3	Déf. 161l 0s 5d 2f ou $\frac{2}{24}$ $\frac{1}{2}$	20715 18 0 0 ou 207,159,000	252043 9 0 2,520,434,500	7,561,303 10 0 ou 75,613,035,000

…les Différences du TAUX de l'INTÉRÊT, du PRIX des PRODUCTIONS NATURELLES, & le CAPITALISTE partageant le Gain de l'OUVRIER.

N^{a}. Pour trouver les avances générales, comme il y a 50 mutations, il faut multiplier la quantité du numéraire par $7\frac{3}{10}$; & pour avoir les fonds créés par la Circulation, il faut multiplier la somme des avances générales par 50.

L'OUVRIER.				LE CAPITALISTE.							
…avec la …mme.	Sa Dépense nécessaire.	Prix de sa Dépense.	Excédant ou Déficit.	Intérêt de ses Avances.	Son Revenu net.	Sa Dépense.	Prix de sa Dépense.	Excédant ou Déficit.	Numéraire & Evaluation.	Avances générales & Evaluation.	Fonds créés par la Circulation.
		l. s. d. f.		l. s. d. f.	l. s. d. f.		l. s. d. f.		l. s. d. f. l.	l. s. d. l.	l. s. d. l.
en fa…	$\frac{22}{49}$ $\frac{1}{2}$ de la March^{e}	509 8 11 0	Egalité	1556 3 8 2	1356 3 8 2	$\frac{27}{49}$ moins $\frac{1}{21}$ d'$\frac{1}{49}$	1356 3 8 0	Egalité	31123 14 2 0 ou 311,237,083	227201 17 2 ou 2,272,018,583	11,360,092 18 4 ou 113,600,929,166
en fa…	La même	407 17 4 0	Egalité	1244 18 11 2	1084 18 11 2	La même	1084 13 5 0	Egalité	21698 2 6 0 ou 216,981,205	158396 8 0 ou 1,583,964,000	7,919,800 0 0 ou 79,198,000,000
en fa…	La même	336 2 4 1	Def. 28l 2s 4d 1f ou $\frac{5}{6}$ d'$\frac{1}{49}$	918 13 4 2	718 13 4 2	La même	894 14 9 1	Déf. 176l 1s 4d 3f ou $\frac{5}{49}$ $\frac{1}{3}$	22966 14 4 2 ou 229,667,187	167656 16 4 ou 1,676,568,166	8,382,840 16 8 ou 83,828,408,333
en fa…	La même	274 19 17 2	Def. 13 16 7 3 ou $\frac{1}{2}$ [illegible]	749 13 7 3	589 13 7 2	La même	732 1 2 2	Déf. 142 7 6 3 ou $\frac{5}{49}$ $\frac{1}{4}$	18742 3 0 0 ou 187,421,500	131195 1 0 ou 1,311,950,500	6,559,752 10 0 ou 65,597,525,000